

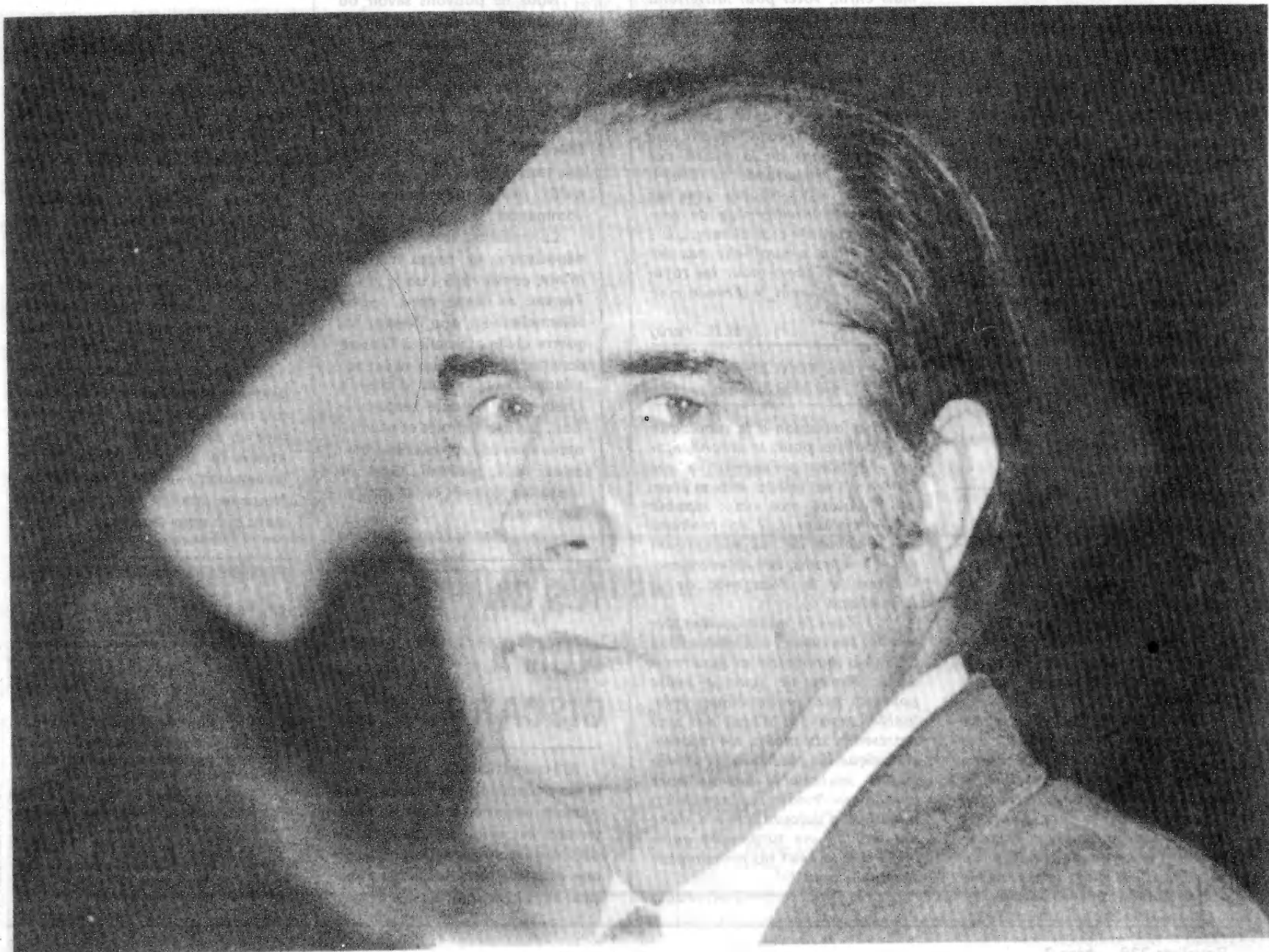
royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

QUE PEUT MITTERRAND ?



M 2242 - 338 - 4.5 F 21 MAI AU 3 JUIN 1981 - 11ème année - N° 338 - 4,50 F

royaliste 338 page 2

COURRIER

APOCALYPSE NOW ?

Ainsi aveuglé par votre haine inconditionnelle de Valéry Giscard d'Estaing vous avez choisi de lui préférer son rival. Vous n'avez pas voulu comprendre qu'au delà des personnes ce sont des idées qui sont en cause, plus qu'un système politique : une éthique, une certaine manière de vivre, un idéal pétri de christianisme et d'humanité, une forme de société à l'image de cet idéal. Les bonnes raisons ne vous manqueront pas ; avec des sophismes on peut tout justifier, jusqu'à cette antisociété que nous prépare la collusion socialo-communiste. (...) Croyez-moi, nous allons voir la chute du franc, l'augmentation affolante de l'inflation, la baisse catastrophique de la Bourse, la fuite des capitaux. (...) Je suis convaincu que c'est à un appauvrissement général de la France, à une perte de son prestige international, à un sacrifice délibéré des libertés de l'homme que nous conduirait le gouvernement d'extrême-gauche nommé par votre candidat s'il venait à triompher, résultat sans commune mesure avec celui dont vous accablez aujourd'hui le président sortant.

B. de L. (Ille et Vilaine)

MEGALOMANE PREDATEUR

Du pays pollué des Allobroges, n'accordant plus, depuis longtemps l'air pur à la liberté et encore moins asile et sûreté. Je vous écris pour vous féliciter de votre appel à voter Mitterrand au second tour des élections. Se débarasser du mégalomane prédateur, inguérissable et incorrigible dégénéré, est primordial. J'aurais voté Bertrand Renouvin. J'ai voté écologiste, je voterai Mitterrand.

D.R. (Annecy)

ET L'ECOLE LIBRE ?

Il m'est pénible de constater que votre éditorial « Battre Giscard » soit si peu en rapport avec l'idée que nous avons de la France (...) Pour nous, gens de l'Ouest qui sommes attachés en premier lieu à l'école privée, comment oublier Mexandeau ?!

Pour nous, les plus de soixante ans, comment ne pas réfléchir à la réponse des socialistes aux cadres.

Pour nous, père de famille, la promesse de l'assassinat légal facilité, etc. Tout le programme et le passé du sauteur du Luxembourg n'est que destruction ou illusion. Il est alors inconcevable d'aller donner une voix à un tel

personnage et votre prise de position est inadmissible.

A. V. (Saint Malo)

UN ROI DEMOCRATIQUE

J'ai vu la signature de B. Renouvin dans la lettre ouverte au Président de la République. Vous êtes royalistes. Etant donnée la semi-dictature de M. Giscard, je n'attache plus aucune importance au mot République. Ce qui m'importe c'est la démocratie. Elle existe dans des pays où il y a des rois : Suède, Norvège, Belgique, Hollande, Danemark, Angleterre. Moi socialiste j'accepterais un roi démocratique plutôt qu'un président de la République comme Giscard. Merci pour votre courage et votre propreté.

M.F. (Lille)

POURQUOI PAS L'ABSTENTION ?

J'ai été assez étonné de votre choix pour le deuxième tour des présidentielles. Certes, je ne vous demandais pas de voter Giscard, mais enfin, voter pour Mitterrand qui sent la démagogie et dont tout le programme est de dire « on verra après les élections » me paraît bizarre. Surtout lorsqu'on a critiqué pendant plusieurs années Mitterrand, avec raison d'ailleurs. Après tout si Giscard n'était que le représentant de la moitié des Français, Mitterrand ne l'est-il pas aussi ? N'a-t-il pas dans ses rangs cette intelligentsia de gauche si arrogante et si dictatoriale ? L'abstention n'aurait-elle pas été un meilleur choix pour les royalistes qui refusent la France coupée en deux ?

M.D. (Paris)

UNE CONCEPTION GENEUSE

Votre adhésion à la candidature socialiste pour le second tour des élections présidentielles me frappe et me réjouit sans m'étonner... J'avais, moi vieux républicain socialisant (...) été intéressé par certaines de vos déclarations d'il y a sept ans, lors de votre candidature à la Présidence de la République.

(...) Vous formuliez autant que je m'en souviens, une conception à la fois humaniste et généreuse de la Monarchie (que je pense pour ma part pratiquement irréalisable) mais qui n'était pas sans représenter du moins, un idéal sociologique de générosité et de discipline, souhaitable dans un autre monde que le nôtre... Votre détermination d'aujourd'hui n'a donc pas lieu de me surprendre outre mesure et en tout cas me complait spirituellement !

T.M. (Paris)

NATION FRANÇAISE

LE COMMUNIQUÉ DU COMTE DE PARIS

Samedi 2 mai : « Le présent affrontement de la droite et de la gauche, durcies artificiellement dans leur hargne, déchire la France. Il est le contraire de ce qu'avait voulu de Gaulle en fondant nos institutions.

Des deux candidats à l'arbitrage suprême, condition de toute alternance, aucun ne détient la légitimité historique, ni celle des services rendus, lui permettant d'incarner l'unité. Ensemble ils n'ont pu réunir sur leur nom la moitié des électeurs, et ils appellent le reste à se diviser selon la même ligne de partage.

Quelle que soit l'issue, elle aura été faussée par l'esprit de parti et la puissance de l'argent. Dans l'un ou l'autre vote, auront également dominé la témérité et la peur ; car c'est une aventure aussi que de continuer sur la même voie de décadence.

Nous ne pouvons savoir où le changement nous conduirait. Nous ne voyons que trop où le statu quo nous a menés.

Il s'agit donc d'un choix dans la nuit qui ne décidera pas de notre renaissance et que l'histoire ne ratifiera pas. Après lui tout restera en jeu, alors qu'il devrait permettre de commencer.

La tradition dont je suis le dépositaire, et toute ma vie, m'ont consacré à l'unité de la France. Je devais donc avertir solennellement que l'espèce de guerre civile officielle à l'œuvre dans cette campagne m'est totalement étrangère. J'attends l'heure où la seule réconciliation, par delà droite et gauche, apparaîtra comme nécessaire au salut. Je la servirai, alors de toute ma conviction et ma faible force. »

Henri, comte de Paris

tice dans tous les domaines. »

Frédéric Grendel, Philippe de Saint Robert, Jacques Thibau, Bertrand Fessard de Foucault :

« Considérant qu'aucune tradition ne peut être exclue du jeu normal des institutions et du rassemblement des Français considérant qu'il n'existe aucune probabilité de voir M. Giscard d'Estaing revenir sur ses erreurs et adopter la politique nécessaire au redressement et à l'avenir de la France, nous appelons ceux qui demeurent fidèles à l'héritage du général de Gaulle à donner à François Mitterrand la chance historique de montrer que cet héritage est bien celui de tous les Français. »

Pierre Boutang : « Contre la politique du pire et contre la réaction de la peur, je vote Mitterrand.

Le pire c'est Giscard. On juge l'arbre aux fruits : le chômage, l'inflation, la pourriture de l'argent. (...) »

On nous dit d'accepter ce pire pour que la France reste en état de grâce, c'est-à-dire maintienne hors d'existence politique et d'état de nuire quelques millions de Français qui votent encore communiste.

Cette réaction de peur, cette exploitation de la peur par la mauvaise foi, me dégoûte ...

J'élimine Giscard aussi fort que je peux en votant Mitterrand. Je soigne la peste. Quant au choléra dont on me menace, je n'y crois pas, et nous verrons bien !

Le comte de Paris, que son principe place au-dessus du choix qui nous est proposé, vient de le dire en son message du 1er mai : « Nous ne pouvons savoir où le changement nous conduirait. Nous ne voyons que trop où le statu quo nous amène. »

ILS ONT DIT NON A GISCARD

M'Hamed Laradji, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie : « Mitterrand est celui des deux candidats qui représente l'espoir pour une véritable intégration des Français musulmans et contre l'injus-

royaliste

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris ,
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

lendemains

d'élection

Au lendemain de l'élection de François Mitterrand, certains dirigeants communistes, Pierre Juquin en tête, se retrouvaient aux côtés des socialistes dans les fêtes et les rassemblements, comme aux plus beaux jours de l'Union de la Gauche. Pouvaient-ils faire autre chose que d'accrocher leurs wagons in extremis ?

Georges Marchais le soir du premier tour, tirant les enseignements du scrutin avait avoué avec humilité que le mode d'élection du président de la République sous la Vème ne «pouvait être favorable au candidat communiste». Vérité gênante à dire qui reflétait bien la réalité du moment. La personnalisation de l'élection, les programmes mis au second plan, la nécessité du vote utile dans les deux camps, l'importance accrue de l'effet patrimoine (1) qui fait refluer l'électorat des petits possédants vers des positions centrales expliquent en partie l'échec du candidat communiste.

Mais désormais les communistes doivent tenir compte d'un phénomène nouveau : la volonté unitaire de leur base telle qu'en témoignent les reports de voix excellents (88%) au deuxième tour. D'autant que cette volonté unitaire s'est manifestée dans un électoralat particulièrement attaché à son parti. (Les fameux deux premiers cercles des «croyants» et des «jacobins» décrits ici même par Philippe Robrieux). Les frontières partisans ont tendance à s'estomper et le parti aura du mal à retenir son électoralat même s'il claironne que les électeurs de sensibilité communiste qui se sont portés sur le candidat socialiste dès le premier tour reviendront bien vite au bercail. Ceci est d'au-

tant plus hasardeux que la logique électorale jouera une nouvelle fois en sa défaveur aux prochaines législatives anticipées.

Nous notions il y a quinze jours que la persistance en France d'un courant non négligeable à forte motivation idéologique demeurerait un trait saillant de la politique française que beaucoup d'observateurs sous-estimaient. Toutefois ce courant est bien peu adapté au renouvellement nécessaire des thèmes et manque terriblement de souplesse quand la stratégie doit s'affiner et quand il faut analyser les mutations sociales. En refusant de sortir du ghetto ouvrier et en restant inséré de fait dans la mouvance du mouvement communiste international, le P.C. ne peut plus s'attendre à «agir» l'histoire durablement. Il se contentera de la subir et d'agiter ça et là des revendications maximalistes en se substituant aux centrales syndicales.

D'autre part en n'ayant pas été impliqué directement dans la victoire de la Gauche, mais uniquement par «défaut», presque par «procuration», ses exigences, si elles sont acceptées, ne remettront pas en cause «la nouvelle donne» à gauche. Il en eut été tout autrement si la gauche avait gagné d'abord les élections législatives de 78. Le rôle prépondérant du président de la République vient tout brouiller. Même la présence de ministres communistes ne prendra pas le même relief aujourd'hui que dans le cadre du programme commun où les partenaires jouaient d'égal à égal.

La seule voie, étroite, possible pour le P.C. serait d'attendre les réalisations et de gérer au mieux les secteurs et les portefeuilles dont il aura la charge. A court terme, éviter le pire aux prochaines législatives en concluant des accords qui ne remettent pas en cause sa domination dans ses fiefs d'élection.

Car il est improbable que le parti puisse modifier dans un laps de temps très court les rapports de forces à gauche. Ceci supposerait,

comme le disait Philippe Robrieux à propos de l'eurocommunisme : «une formation, une imagination, un renouvellement de l'idée communiste inconcevable sur le plan intellectuel pour un homme comme Georges Marchais.» Le changement de stratégie passe sans doute par un changement d'équipe, mais la machine est-elle prête à en prendre le pari tragique ?

François MOULIN

(1) France de gauche, vote à droite - Fondation Nationale de Sciences Politiques.

Entre les deux tours de l'élection présidentielle, Jacques Chirac a joué gros jeu. Il aurait pu tout perdre. Il est dorénavant en mesure de jouer une fort belle partie.

Tout perdre en effet, si Giscard avait été réélu. Ayant appelé, par deux fois, à voter pour le président sortant, le chef du R.P.R. aurait perdu, en cas de victoire giscardienne, toute possibilité de critiquer sérieusement l'action du Président de la République: comment croire un homme qui aurait été considéré comme le sauveur du giscardisme ? Et comment imaginer que Giscard et son clan n'auraient pas tout fait pour casser définitivement les reins d'un rival dangereux par sa pugnacité ? En penchant officiellement du côté de Giscard, Chirac faisait un pari terriblement risqué, prenait un risque qu'il n'a pas couru sans hésitations.

Certes, au lendemain du premier tour, la décision personnelle en faveur de Giscard était conforme à la logique du R.P.R. : ne rien faire contre le président sortant, et apparaître, en cas de défaite, comme le seul recours possible d'une droite aux abois. Mais

pourquoi un second appel, lancé le mercredi 5 mai ? Sans doute, la pression de certains conseillers a-t-elle été forte, ainsi que la peur de députés peu désireux de revenir devant leurs électeurs.

D'où des prises de position très affirmées de la part de certains - Messmer en particulier - en faveur de l'ex-président de la République. Chirac a suivi ceux-là, contre d'autres qui le pressaient de se tenir sur la réserve...

Mais Giscard a perdu. Et Chirac se retrouve en situation de devenir l'homme fort de la droite: d'abord parce qu'il n'apparaîtra pas comme le responsable direct de l'échec de Giscard. Ensuite parce qu'il n'a cessé de critiquer, avant et pendant la campagne, l'action du tandem Giscard-Barre. Enfin parce qu'il est, sur le terrain, un combattant redoutable comme on l'a vu pendant les législatives de 1978. Dès lors, il semble en mesure de récupérer, au mois de juin, les voix de nombreux giscardiens apeurés par la victoire de Mitterrand et beaucoup de celles qui se sont reportées sur le candidat socialiste sans pour autant appartenir à la gauche.

C'est dire que Jacques Chirac devient un homme très dangereux pour le Parti socialiste : il peut craindre en effet que beaucoup d'électeurs ne souhaitent contrebalancer un Président socialiste par une majorité parlementaire de droite. Situation qui empêcherait les socialistes de mettre en oeuvre leur programme dans de bonnes conditions ou qui, au pire, les paralyserait : en effet, le Président de la République ne peut pas dissoudre une nouvelle fois l'Assemblée nationale avant un an, et devrait donc négocier avec la droite le choix d'un Premier Ministre. Quoi qu'il en soit Jacques Chirac a une belle partie à jouer : soit en participant à une coalition R.P.R.-P.S. soit en devenant le chef de l'opposition - ce qui le mettrait dans une situation avantageuse pour les prochaines élections présidentielles.

N'allons pas plus loin dans le jeu des hypothèses. Une seule chose est sûre, au lendemain du second tour : la logique des partis va s'affirmer encore, dans l'oubli des principes fondamentaux de la Cinquième République. Ce sont pourtant ces principes que l'on va se jeter à la tête, en même temps qu'une liberté qui n'est l'apanage d'aucune faction.

B. LA RICHARDAIS

Coups de feu, incendie, escarmouches armées, maisons calcinées sont le spectacle quotidien qu'offrent Belfast et Londonderry. Manifestement la volonté réitérée du gouvernement britannique d'en finir avec l'IRA a été mise en échec. L'IRA comme en témoigne l'élection de Bobby Sands au parlement de Westminster progresse et démontre que la solution du conflit ne pourra s'élaborer sans elle.

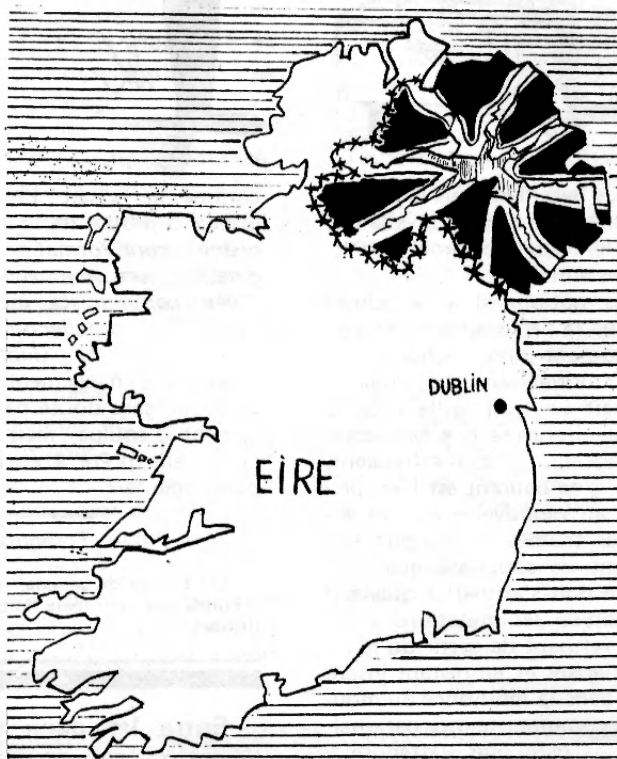
Contrairement aux Brigades rouges, l'IRA dispose d'un véritable soutien populaire dans la communauté catholique. C'est ce qui fait sa force. Aussi le gouvernement britannique n'a pas ménagé ses efforts pour couper l'IRA des catholiques. L'assassinat, vivement condamné par l'opinion internationale, de Lord Mountbatten en août 1979 par l'IRA, avait un moment semblé justifier cet espoir. C'était être naïf ! Dix années de luttes communes ne s'effacent pas ainsi ! L'IRA protège les enclaves catholiques des incursions des milices protestantes et en retour la population lui offre les retraites indispensables sans lesquelles toute action de résistance serait impossible. C'est ainsi que les snippers (francs-tireurs) ne sont jamais retrouvés car ils sont couverts et protégés par la population. Dernièrement l'IRA a fait marcher au pas les adolescents dans l'Ardoyné sans que les forces de l'ordre n'interviennent et lors d'un meeting une dizaine de militants de l'IRA, masqués et armés, ont pu prendre la parole et quitter la salle sous les applaudissements tandis que les catholiques faisaient la chaîne pour empêcher qu'ils ne soient arrêtés. Ces quelques faits témoignent de l'implantation et de la popularité de l'IRA. Rien n'a changé. Loyalistes et républicains de l'IRA campent sur leurs positions tandis que l'Angleterre, dont les troupes sont ressenties comme des forces d'occupation, s'enfoncent de plus en plus dans le borbier irlandais.

CHASSER LES ANGLAIS

Le sacrifice du dirigeant nationaliste Bobby Sands a creusé un peu plus le fossé qui sépare les communautés catholiques et protestantes d'Irlande du Nord. Son enterrement qui a vu plus de 50.000 catholiques a été la plus importante manifestation catholique depuis le début du conflit. Mais le plus significatif a été de voir combien l'IRA avait renforcé son audience au sein d'une population qui n'était pas toujours en accord avec ses méthodes. C'est que les dernières ébauches de règlement pacifique du conflit ont

la longue lutte du peuple irlandais

La mort de Bobby Sands et de son camarade Francis Hughes vient rappeler à notre société de petits bourgeois replets, qui n'en comprend pas vraiment le sens, qu'il est des causes pour lesquelles il est juste de se sacrifier.



René Adrier* nous rappelait les éléments actuels du conflit. Pour saisir pleinement le sens du sacrifice de Bobby Sands, il convient de se replonger dans l'histoire. D'une façon ou d'une autre l'Angleterre a toujours cherché à coloniser sa voisine. Pour ne remonter qu'en 1169, à la suite des invasions normandes, la société gaélique est ébranlée et l'on essaie de lui imposer une administration centralisée. Le Pale (région de Dublin) est occupé par les Anglais.

En 1603, à la suite de l'échec d'un soulèvement soutenu par l'Espagne, la conquête de l'Irlande est pratiquement achevée; la région de Belfast est colonisée par les Ecossais. 1609 voit la création de la plantation d'Ulster : à une population pastorale gaéle et catholique s'ajoute ou se substitue une population agricole anglo-saxonne, très protestante (anglicane ou presbytérienne) étrangère à l'Irlande. Ce point est capital. Le 1er juillet 1690, à la Boyne, le prétendant protestant au trône d'Angleterre Guillaume d'Orange bat le catholique Jacques II, soutenu par les Irlandais. Dès 1695, des lois pénales iniques, de discrimina-

tion et de ségrégation, s'abattent sur les catholiques; ceux-ci ne reconquerront leurs droits que peu à peu; cette reconquête, jusqu'à nos jours, se fera toujours dans la lutte. Le 24 avril 1916, les insurgés prennent la grande poste de Dublin. Ils échouent, mais la Grande-Bretagne capitule en décembre 1920; seulement elle commet une faute capitale en imposant la partition : elle accorde le statut de Dominion aux 26 comtés du Sud et crée avec les 6 autres comtés l'Irlande du Nord. Celle-ci ne comprend même pas tout l'Ulster: sur les 9 comtés de cette province, trois sont rattachés au Sud; les 6 autres (dont 2 à majorité catholique dont Bobby Sands était d'ailleurs le député) restent dans le giron britannique. On a ainsi créé une entité administrative artificielle, qui n'avait jamais existé auparavant, dans le seul but de faire de la minorité protestante de l'île (presbytérienne et anglicane) une majorité en Irlande du Nord.

Enfin, en 1931, le président De Valera parachèvera l'œuvre irlandaise en supprimant le serment d'allégeance à la Couronne.

Replacé dans l'histoire, le sa-

crifice de Bobby Sands prend tout son sens. Surtout lorsqu'on sait que les catholiques d'Ulster sont toujours traités comme des citoyens de seconde zone : parqués dans des ghettos, ils constituent les gros bataillons du chômage; les leviers de commande de l'économie sont tous entre des mains protestantes. Dans une telle situation, la violence est légitime. L'action purement diplomatique de la République d'Eire (qui en tant qu'Etat ne peut agir autrement et combat l'IRA sur son territoire) serait plus crédible si, de son côté, la Grande-Bretagne mettait le même acharnement à combattre les groupes paramilitaires extrémistes protestants (qui ont pignon sur rue) et les fanatiques dans le style du «pasteur» Pesley, qu'elle en met à pourchasser les membres de l'IRA. Par ailleurs l'aveuglement de Mme Thatcher, appuyée par les travaillistes qui sont aussi obscurantistes qu'elle**, la conduit à une impasse. L'élection de Bobby Sands, comme député, ses camarades qui le relaient malgré sa mort en sont déjà la preuve.

La lutte pour la réunification est une cause juste. Celle-ci ne peut se faire que dans le cadre de la République. Osons écrire que, pour l'Irlande (il n'est pas de vérité universelle) la légitimité est républicaine, tout comme elle est royale pour la France.

C'est grâce à la République, dans la lutte contre la couronne britannique, que l'Irlande moderne est née à l'indépendance.

Mais cette réunification ne sera possible qu'en garantissant formellement (sous une forme ou sous une autre) les droits de la minorité protestante. Les premiers colons écossais sont venus en 1603 : on ne rature pas l'histoire d'un trait de plume. Là ce serait à la hiérarchie catholique de l'Eire (qui pèse actuellement, bien que non officiellement, sur les décisions de ses gouvernants) de faire preuve d'intelligence politique. Il est évident que l'Etat d'une Irlande réunifiée ne peut exister qu'indépendamment des Eglises.

Pierre CARINI

* Voir Royaliste numéro 337

** Ce sont les travaillistes qui ont supprimé en 1976 le statut de prisonnier politique qu'ils avaient eux-mêmes accordé après une grève de la faim de Billy Mackee.



échoué. Les fameux «livre blanc» et «livre vert» ne sont plus qu'un vague souvenir. La tentative du consul britannique d'accorder une représentation équitable aux deux communautés au sein du parlement régional, le Stormont, a été abandonnée. Il apparaît que le gouvernement britannique a renoncé à résoudre la crise irlandaise. L'armée anglaise, démoralisée par une guérilla insaisissable, risque d'en subir les conséquences. Une vague d'anglophobie semble déferler sur l'Irlande et chose nouvelle toucher une fraction des protestants. Ceux-ci se sentant abandonnés par Londres commencent à évoquer le départ des troupes britanniques comme condition première d'une indépendance de l'Ulster. Quant aux catholiques depuis le drame de Derry qui vit les parachutistes anglais ouvrir le feu sur une de leur manifestation, «chasser l'anglais» a toujours été leur première revendication. Une revendication qui si elle se développait au sein des communautés protestantes et catholiques pourrait amener à l'ébauche d'un règlement.

NOUS N'AVONS PAS PU SAUVER BOBBY SANDS

Le 29 avril, le Comité de Défense des prisonniers politiques irlandais appelait à manifester pour sauver Bobby Sands, malgré lui, si l'on peut dire, puisqu'il avait déclaré qu'il irait jusqu'au bout. A Nantes nous étions une centaine : généreux, chevelus, marginaux de tout bord, avec quelques banderoles. Nous avons parcouru le centre de la ville en scandant des slogans, et nous nous sommes rendus à la Westminster Bank, où travaillait le consul d'Angleterre. La banque était fermée.

Le lendemain, après avoir adressé un télégramme à Madame Thatcher l'implorant de sauver Bobby Sands, la Nouvelle Action Royaliste de Nantes prenait l'initiative d'élaborer un texte où elle regrettait que Madame Thatcher reste sourde aux appels humanitaires qui lui étaient adressés, et appelait à protester à titre individuel, associatif, politique et syndical.

Ce texte a été signé et accepté sur le plan local, par le P.S., la Fédération des Elus socialistes, le M.R.G., la F.E.N., le S.G.E.N. de Nantes, les Amis de la Terre.

NAR-Nantes-Loire Atlantique

séquelles giscardiennes

Les ambassades de France en Afrique ont reçu récemment une note rédigée par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, qui plonge dans la stupeur ceux qui connaissent les réalités africaines. Hystérie anti-communiste et délation forment l'essentiel de cette directive aberrante. Elle montre l'état lamentable de notre diplomatie, au terme de sept années de Giscardisme.

Exclusif : la diplomatie française se lance dans la lutte anti-idéologique. Le directeur d'Afrique de notre ministère des Affaires étrangères, M. Jean Herly, vient d'adresser personnellement à tous nos ambassadeurs sur le continent noir et à la plupart des autres ainsi qu'à plusieurs ministères une note de 23 pages datée du 1er avril, véritable poison qui hélas n'en est pas un, intitulé : «l'idéologie anti-impérialiste en France dans les années 80 (ou la France contre l'Afrique)», commise par un «chargé de mission», M. Pierre Saulière.

Quelle est cette «idéologie» dont les thèmes «visent non seulement à mettre en cause les données actuelles de notre politique africaine mais surtout à abolir les formes de notre présence sur le continent»? Rien de moins que «l'idéologie dominante des cours professés» dans six instituts et 42 centres universitaires de la région parisienne, 56 en province, qui «endoctrinent» au total 30.000 étudiants, sont nommément cités (dénoncés, devrait-on dire) Mme Coquery-Vidrovitch, professeur à Paris VII-Jussieu, («l'un des chefs de file les plus talentueux du mouvement anti-impérialiste» Herly sic), MM. Jean Dresch, Yves Lacoste, de Paris VIII, directeur de la collection Hérodote, Edmond Jouve, Albert Bourgi, juriste directeur l'annuaire du tiers monde, René Dumont, auteur de l'Afrique étranglée (Royaliste 325), etc., en bref, toute la recherche française sur le tiers monde ! C'est à une véritable chasse aux sorcières que l'on assiste, recourant au procédé de l'amalgame pratiquant le «manichéisme absolu» que la note reproche aux victimes.

En quoi y a-t-il «idéologie»? C'est explique-t-on, qu'elle reste dans le domaine des idées pures. Il faut citer la présentation qui est faite de ses thèmes : «En réalité, leur idéologie fuit toute référence rationnelle et ne relève que de l'ordre de la métaphysique politique. Elle semble avoir une vocation eschatologique destinée à sauver l'âme de l'Afrique de la

corruption d'une France satanique. En 1981, l'anti-impérialisme est essentiellement une foi quasi-religieuse : ce ne sont plus les forces économiques ou sociales qui agissent dans l'histoire mais les principes du mal, incarnés en la circonstance par la France. Ainsi les héritiers abâtardis de Marx se transforment-ils sans en avoir conscience en disciples de Joseph de Maistre qui auraient eu soin de remettre à l'endroit les intuitions de ce penseur contre-révolutionnaire comme l'avaient fait jadis les marxistes pour les idées de Hegel (1)».

Voilà ce qui doit orienter l'action diplomatique de nos ambassades, car n'oubliez pas que ceci n'est pas extrait d'une brochure anti-communiste de bas étage de l'extrême-droite mais d'une note administrative tout ce qu'il y a de plus officielle de notre quai d'Orsay ! Les émules de M. de Norpois ont dû trouver salée cette directive qui en dit plus sur les fantasmes de M. Saulière que sur les idées qu'il entend pourfendre. Mais que les plus hauts responsables de notre action extérieure aient pu lui donner cette audience et surtout cette force exécutoire en dit encore plus long sur le triste état de notre diplomatie.

Tout ce verbiage n'est bien entendu pas innocent. Il permet d'évacuer les réalités économiques et sociales. Le nouveau maître à penser du Quai se contredit

d'ailleurs quand, après avoir dénoncé l'absence d'objectifs concrets, il cherche, par le procédé trop connu qui consiste à isoler une phrase ici ou là de tout un contexte, à jeter le discrédit sur les analyses économiques de la sécheresse au Sahel, la famine dans le tiers monde (il ose écrire : «on assiste à l'heure actuelle dans l'intelligentsia africaine à la naissance d'un «credo» transformiste en agronomie, analogue si l'on peut dire à celui du biologiste russe Lyssenko dans les années 30») ou le pillage des ressources naturelles sans apporter aucun début de réfutation. Ces analyses sont traitées par le mépris comme si l'évidence s'imposait : «refus du réel». Qu'entend-on par là sinon le refus de s'adapter à l'injustice de l'actuel désordre économique international ? Mais que disent donc les chefs d'Etat africains ? Quand Houphouët-Boigny dit que «l'ennemi de l'Occident en Afrique ce sont ses propres bourses de commerce beaucoup plus que les Russes» est-il aussi contaminé par «l'anti-impérialisme» ? Est-ce ainsi que la France entend considérer leurs pressantes revendications pour un nouvel ordre économique international ?

Mais que sont les Africains pour le «chargé de mission»? Je cite : «des peuples de civilisation orale dépendant pour leur connaissance et leur appréhension de l'univers d'une mentalité «pré-logique» et qui sont «envoûtés» par les sciences et techniques de l'Occident parce qu'ils les considèrent comme des «sortilèges» (souligné dans le texte). La «nouvelle droite» aurait-elle réussi à introduire ses sous-marins au Quai ?

Jacques BLANGY

(1) C'est la note elle-même qui souligne.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

il nous jugent (suite)



Royaliste : Jean-Edern Hallier, cet entretien a lieu la veille du second tour des élections présidentielles. Avez-vous été surpris par la position prise par la N.A.R. à cette occasion ?

Jean-Edern Hallier : Certainement pas, puisqu'elle va dans votre ligne depuis déjà quelques années, de cette alliance, à mon avis extrêmement positive que vous avez pu avoir avec la gauche. Très positive, à condition que vous n'en soyez pas les dupes ou ne restiez pas enfermés dans son sein. J'ai pour la N.A.R. une tendresse amusée et parfois polémique. Car soutien à la gauche, oui, mais cela veut surtout dire soutien critique, polémique. Cela veut dire aiguillonner. Cela ne veut pas dire approuver, ajouter aux défauts «majestatifs» de la gauche, un caractère majestatif de plus.

Je pense que la N.A.R. a un formidable avenir dans la vie politique et la vie culturelle française dans les années à venir. Elle aura cet avenir si elle prend la politique par le biais de la culture, ce que j'ai commencé à faire et qu'il faut faire de plus en plus. Elle a un avenir aussi, si elle décide d'utiliser la société du spectacle, pour

faire ce que les gauchistes de l'après-mai 68 ont fait, reprendre ou inventer un certain nombre de techniques d'agitation ou de provocation, qui à mon avis sont extraordinairement efficaces. Quand bien même vous n'êtes pas approuvés sur le moment, vous cho-

jean-edern hallier :

*«aborder
la politique
par
le biais de
la
culture»*

quez ou scandalisez, vos idées passent. Dieu sait si j'ai fait de l'agitation, Dieu sait le caractère négatif de l'agitation, -elle se retourne contre l'agitateur qui est bouffon-

nisé- mais un an, deux ans après, souvent beaucoup moins, tout le monde parle comme vous.

Il faut que vous privilégiez de plus en plus le talent d'où qu'il vienne, où qu'il soit, dans tous les domaines de la culture. Que ce soit dans la droite convenue, dans la gauche molle, le talent est complètement oublié : la force du pamphlet, la profondeur de l'intelligence théorique. C'est tout de même ce qui a fait la grandeur de l'Action française. En 1930, j'aurais certainement été en moi-même dans l'Action française, comme j'aurais été dans la Résistance en 1942, comme j'ai été militant de la guerre d'Algérie, comme j'ai été gauchiste, c'est à dire du côté où les choses se font. Ce retour à la culture doit être le grand vent nouveau. Vous y avez un rôle très aigu, très précis et modeste à la fois. **Royaliste** peut devenir en se développant un journal de plus en plus important en ce sens.

Royaliste : Comment vous sont apparus les gens de la N.A.R., comment les avez-vous observés ?

Jean-Edern Hallier : Ils me sont apparus comme des gentils petits-frères, à la fois très proches et d'un autre bord. Il n'y a plus de grands fleuves aujourd'hui pour séparer les gens, il n'y a que des ruisseaux qu'on enjambe d'un seul pas. Je me suis trouvé très proche par le projet dans la différence qui est le vôtre. Ne parlons pas de la légitimité royaliste. Je ne suis pas royaliste mais le royalisme, c'est tout de même le combat pour la souveraineté. Je serai toujours du côté de la souveraineté et contre tous les pouvoirs.

Royaliste : Peut-on définir la souveraineté ?

Jean-Edern Hallier : La souveraineté, elle va du roi à la légitimité de l'écrivain. C'est le grand non-dit des choses. Nous vivons dans un monde complètement illégitime. Les prétendues élites n'ont rien à voir avec l'élite et la fracture se fait de plus en plus grande entre ces élites usurpées et les vraies élites qui n'ont pas la parole. Je suis pour la légitimité comme on peut être pour la vérité.

Royaliste : Comment définir les objectifs d'un combat aujourd'hui, sur le terrain ?

Jean-Edern Hallier : Le vrai combat de la culture commence par balayer les idéologues. Je suis pour le philosophe, lorsqu'il invente un concept. Je ne suis pas pour Michel Foucault qui est un

Nous poursuivons dans ce pré-
cédée il y a quinze jours (cf Roy-
intellectuels dont les chemins a-
ont souvent croisé les nôtres. A-
main-Thomas, Luc de Goustir
Henry Montaigne, aujourd'hui c-
cel Jullian de nous parler sans c-

glossateur. Ce n'est même pas la pensée à la française, un de ces essayistes à la Emmanuel Berl que nous avions dans l'entre-deux guerres. D'ailleurs quand Michel Foucault est allé au Japon, il devait être invité par le Collège de philosophie japonaise. Le président est allé voir l'attaché culturel qui me l'a raconté, en lui disant : nous ne pouvons pas recevoir M. Foucault, il n'est pas philosophe, il n'a pas inventé de concepts. Je suis extrêmement précis sur les disciplines, c'est à dire la discipline de la philosophie, la discipline de la poésie, celle du roman, celle du grand journalisme. Je serai toujours contre la sous-culture journalistique que je n'ai cessé de condamner, et que vous devriez à mon avis, condamner un peu plus. Enfin, la sous-culture universitaire. Donc je suis pour toutes les légitimités. Et moi qui suis un révolutionnaire, non par mes théories mais par mon tempérament, j'affirme : la monarchie est la légitimité la plus belle et la plus romantique. Etant pour la monarchie, vous devez être pour toutes les autres légitimités du savoir et de la création.

Royaliste : La culture par rapport à la politique, comment en définir les enjeux.

Jean-Edern Hallier : Je suis absolument pour le retour des humanités classiques. C'est par l'inutile qu'on atteint l'utile. L'utile ne produit jamais que des chômeurs, des sociologues qui sont formés pour des emplois qu'ils n'ont jamais. Je suis donc pour la restauration de l'inutile. En même temps, plus j'avance en âge et en raison -quoiqu'à quatre vingt dix ans, je serai tout aussi déraisonnable que je le suis aujourd'hui- plus je me rapproche de l'Eglise catholique. En ce sens, de plus en plus proche de ma religion d'origine, là aussi je me rapproche de vous. Je suis un révolutionnaire de l'ordre et ce que je relis aujourd'hui le plus attentivement et le plus passionnément c'est la révolution dans l'ordre de Péguy. Dans ces deux champs, le culturel et le religieux - qui s'étend de plus en plus quoiqu'on dise, vous avez un très important combat à mener.

nt numéro l'enquête commen-
te 337) sur la NAR vue par les
cours des dix dernières années
ès Pierre Boutang, Olivier Ger-
Philippe de Saint Robert et
t à Jean-Edern Hallier et Mar-
cessions de la NAR.

■ La foi monarchiste est, d'a-
bord, basée sur le bon sens.
Nous sommes, fondamentalement,
convaincus qu'il faut, au sommet
de l'Etat, un principe qui ne doi-
ve rien à personne, ne soit l'otage
d'aucun et qui n'ait souscrit de
dette, en notre nom, envers qui-
conque. D'où le Roi. Tout autre

marcel jullian :

*«allier
deux notions
essentielle :
le roi
et
le peuple»*

procédé, quels que soient la quali-
té des protagonistes ou le sérieux
de la règle du jeu, aboutit, forcé-
ment, à ne pas placer tous les ci-
toyens sur un plan d'égalité au re-
gard du chef de l'Etat. C'est là
une constatation d'une simplici-
té lumineuse.

L'existence même d'un mouve-
ment qui propage cette belle évi-
dence, la périodicité d'un journal
qui la répète, représentent, pour
moi, un souffle de vérité qui m'ai-
de à vivre. J'ajoute que l'effort
particulier de la N.A.R., pour
allier les deux notions essentielles:
celle du Roi, celle du Peuple, satis-
fait l'un de mes soucis profonds,
qui est de dépouiller les monar-
chistes du faux nez de caste à pri-
vilèges dont on les a affublés. Ce
n'est pas par hasard que le mot ci-
toyen est venu sous mon stylo dès
les premières lignes. Il faut le faire
notre car, en honnêteté, il nous re-
vient. De même, l'affirmation de
la souveraineté du peuple. En ce
qui me concerne, je ne ressens de
souveraineté que lorsqu'il s'agit
du Roi et lorsqu'il s'agit du Peu-
ple. Aucun des deux ne peut exer-
cer la sienne sans l'acquiescement
de l'autre. Voilà le vrai. Roi et
Peuple, Peuple et Roi, c'est bien
le seul attelage qui vaille. Au fil
des ans, depuis l'élan de 1789, on

a confisqué la souveraineté au
Roi par la guillotine et celle du
Peuple par la duperie magistrale
du suffrage universel. On les a
remplacés, l'un et l'autre, par la
main mise des classes et des corps
intermédiaires sur la réalité natio-
nale et populaire. Cela conduit à
la société qui est la nôtre.

Quand le Roi et le Peuple s'ac-
cordent, rien ne leur résiste. C'est
bien pourquoi ceux pour qui la
politique est profession non de foi
mais de profit; ceux qui font car-
rière; ceux qui font fortune, ceux
qui se servent de l'Etat au lieu de
le servir, s'entendent très vite lors-
qu'il s'agit de faire cesser le dialo-
gue entre le Peuple et le Roi.

La N.A.R., plus que tout autre,
a insisté sur cet aspect éternel et,
de ce fait, moderne, de la pensée
monarchiste. C'est sûrement une
contribution d'importance à la
maintenance de l'idée, et une bon-
ne façon de l'intégrer dans son
temps. Il n'en demeure pas moins
vrai que l'alliance du Roi et du
Peuple requiert ses officiers. Ceux-
ci, d'où qu'ils viennent, quelle que
soit leur naissance, à quelque
classe sociale qu'ils appartiennent,
constituent une manière de che-
valerie. Elle, aussi, est nécessai-
re. Comment imaginer l'alliance
sans eux ? Et pourquoi devraient-
ils se sentir démodés, dépassés, et,
en quelque sorte vieux ?

L'évolution des mœurs, la pré-
tendue accélération de l'Histoire
-qui n'est que la conséquence du
délitement des caractères- ont
plus modifié, en cinquante années,
le comportement collectif que du-
rant les siècles précédents. Les ai-
nés, dont je suis à présent, ont
quelque mal, parfois, à «accomo-
der» comme on dit en optique.
Même si certaines de leurs atti-
tudes y prennent un aspect ar-
chaïque, elles traduisent, le plus
souvent, de beaux soucis. La
N.A.R. a fait, en avant, un pas
non négligeable. Une démarche
de prêtre-ouvrier. Elle est jeune.
Cela lui confère et des droits et
des devoirs. Parmi ceux-ci, ce-
lui de respecter les généreux tra-
vers des anciens. La farine est de-
dans - c'est sûr. En bref, ce que je
défends c'est la grande réconcilia-
tion monarchiste. Nous avons sous
nos yeux, le spectacle d'une Fran-
ce arbitrairement coupée en deux.
Faute d'un Roi sans doute. N'al-
lons pas copier ce mauvais exem-
ple. C'est la grâce que je nous sou-
haite.

Marcel JULLIAN



Bertrand Renouvin, dans
ce premier manifeste de la
NAR, explique comment
rompre avec l'impérialisme
économique fauteur de chô-
mage et d'inflation, et com-
ment en finir avec l'inégalité.
Pour cela c'est une légitimité
révolutionnaire qu'il faut ins-
taurer si nous voulons répon-
dre à l'exigence commune de
justice. L'hypothèque giscar-
dienne étant désormais levée,
ce livre est plus que jamais
d'actualité.

BON DE COMMANDE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

commande exemplaires de «La révolution tranquille» et
verse pour cela F ci-joint à l'ordre de «Royaliste»,
CCP 18 104 06 N Paris.

Tarif (frais de port compris) : 1 exemplaire : 44 F, 3 exemplaires :
99 F, 5 exemplaires : 155 F, 10 exemplaires : 215 F.

HISTOIRE

marignan

connais pas !

Le problème de la place dans notre enseignement de l'histoire -cet ultime recours à la mémoire d'une société sans mémoire parce que sans racines- vient de susciter deux ouvrages : la «lettre ouverte aux bradeurs d'histoire» de Pierre Miquel et «Comment on raconte l'Histoire aux enfants à travers le monde entier», de Marc Ferro. Les angles d'attaques du problème sont différents mais les deux ouvrages sont également passionnants.

Pierre Miquel rappelle que le professeur d'Histoire doit être un éveillé. Mais il n'entend pas ce terme exactement comme l'Inspection Générale. Eveiller cela peut vouloir dire faire redécouvrir le passé à travers l'étude de textes. Mais cela suppose d'excellentes conditions de travail et de niveau des élèves. Au passage Miquel rappelle que la redoutable épreuve d'explication de textes fait coller nombre d'excellents agrégatifs (et toc pour les monomanes de l'explication de textes de la rue de Grenelle). En fait, éveiller veut surtout dire passionner les enfants grâce à un récit, bref à une... histoire qui ressemble à un conte. Et Pierre Miquel de prendre la défense des héros qui composent notre légendaire national. D'ailleurs, rappelle Miquel, les historiens de l'école des Annales ont récusé le douteux honneur d'être les pères des programmes batards issus de la réforme Haby : Braudel s'est prononcé pour le maintien de l'histoire-bataille, Goubert récuse toute histoire thématique avant la 1ère et Emmanuel Leroy-Ladurie a réclamé des leçons de chronologie historique à la télévision.

Pierre Miquel ne se prononce pas pour autant en faveur du retour à l'histoire de papa. Ne serait-ce qu'à cause du développement de la télévision. L'histoire-conte voire comptine de l'école primaire différerait déjà largement de l'enseignement plus scientifique tenté dans le second degré. Et voici qu'apparaît la télévision qui associe à la fascination née de l'image -dans «le temps des cathédrales» par exemple- et de la voix, un très haut niveau scientifique du propos. A l'instituteur et au professeur de donner une épine dorsale à l'enseignement dispensé fragmentairement par la télévision. Et pourquoi pas en apprenant aux enfants à lire... dans l'histoire de France que Pierre Miquel a rédigée pour eux.

Reste le problème de l'objecti-

tivité : il tracasse Pierre Miquel. Il observe notamment que durant une partie du XIXème siècle l'histoire à l'école a été un enjeu entre royalistes et républicains. Par la suite l'histoire Lavissee, bien que largement antiabsolutiste, s'est voulue dans le même temps unificatrice en faisant des hommes de la Révolution et de l'Empire les exécuteurs testamentaires des «quarante rois qui en mille ans firent la France» pour reprendre la célèbre expression de l'Action française. Et actuellement même si les «nouveaux historiens» sont méfiants à l'égard des idéologies, il n'en existe pas moins en France -et pour ne se borner qu'à celle-ci une école de tendance marxiste et une «culturaliste» d'esprit plus ou moins libéral, ayant hérité toutes les deux des alluvions apporté par le structuralisme.

Marc Ferro a lui aussi découvert ce problème en examinant la façon dont l'histoire est enseignée à l'étranger. Il fait d'abord un constat qui n'étonnera que les bureaucrates de la rue de Grenelle : les étrangers sont fiers de leur pas-

sé et se sont bâtis des «légendaires nationaux» destinés à structurer la personnalité de l'enfant. Ce légendaire national conduit parfois -comme en Inde ou au Japon- à mélanger le récit historique sur les origines du pays à la saga mythologique des dieux, demi-dieux et héros.

Mais surtout Marc Ferro a découvert avec stupeur des histoires beaucoup plus partiales et partielles que ce que pouvait être le «Mallet-Isaac». Ainsi, froidement, les manuels polonais ignorent les trois partages de la Pologne du XVIIIème siècle et celui de 1940 : le grand frère russe ayant trop fourré son mufle dans ces opérations, mieux vaut ne pas en parler. De même la qualité de prêtres de certains animateurs de soulèvements paysans polonais n'est jamais mentionnée.

Nombre d'autres pays ne sont pas mieux lotis. Voyons l'Espagne : l'enseignement y est axé autour du commentaire des fêtes historico-folkloriques qui rythment l'année -idée originale- mais dans un esprit de reconquête et de croisade qui culmina au temps de Franco. L'Afrique noire a décolonisé son histoire, c'est à dire que celle-ci a changé de Barbares, ces derniers virant du noir au blanc.

A l'inverse la sacralisation de l'homme blanc et de l'apartheid dans les manuels de Johannesburg atteint des proportions invraisemblables. Le Japon lui, jusqu'aux années 1950, a insisté sur la glorification d'un éthique destinée à conforter le pouvoir de l'empereur. Ne parlons même pas de l'historiographie (?) russe ou chinoise qui réécrit, rature, surajoute des faits et des noms selon les injonctions du Big Brother de service.

Alors l'histoire objective serait-elle une impossibilité ? A cet égard l'historien doit assumer courageusement le rôle de Sisyphe. Il doit rester convaincu que le passé scruté honnêtement livre une partie de son secret, répondant par la même occasion aux interrogations du présent. Mais il faut accepter au travers de ce questionnement dicté par les temps présents une interprétation orientée de ce passé. Cette éternelle confrontation entre les vivants et les morts ne fait-elle pas le charme de cette histoire toujours révisée, toujours à réviser ?

Arnaud FABRE

Pierre Miquel -Lettre ouverte aux bradeurs de l'Histoire- Albin Michel. Franco 45 F.

Marc Ferro -Comment on raconte l'histoire aux enfants à travers le monde entier- Payot. Franco 68 F.

LIRE

Ces mémoires couvrant la période 1922-1970 sont indispensables pour comprendre qui est Sihanouk, ce qu'il a représenté et représente encore aujourd'hui.

L'APPRENTISSAGE DU ROI

En 1863, la monarchie Khmère dut accepter le protectorat français et sauva ainsi les derniers territoires d'un immense empire qui s'était réduit comme peau de chagrin depuis le XVIIème siècle sous la pression des Anamites (Vietnamiens) d'une part, et des Siamois (Thaïlandais) d'autre part. Mais la protection française s'accompagna de la transmission de la quasi totalité des prérogatives royales aux fonctionnaires du protectorat y compris la désignation du prince héritier (théoriquement élu par un Conseil du trône).

En 1941, les autorités françaises choisirent un lycéen de 19 ans, au caractère semblait-il malléable : le prince Norodom Sihanouk. Dans un premier temps le jeune roi justifia cette confiance en intervenant peu dans le jeu politique.

Mais Sihanouk observe... Son premier sujet d'étude est le nationalisme khmère. Un groupe composé d'intellectuels et ayant l'appui du très influent clergé bouddhiste, a pour ambition de chasser les Français, fût-ce en s'associant avec les Japonais présents dans toute l'Indochine. Cette collaboration amène la proclamation de l'indépendance du Cambodge par le Japon en 1945 et l'arrivée au gouvernement de ministres nationalistes. Des nationalistes qui acceptent l'annexion de la province de Batambang par la Thaïlande alliée des Japonais. Sihanouk a compris que ce nationalisme doctrinaire et aveugle ne pouvait avoir le soutien du peuple cambodgien. Avec beaucoup d'habileté il réussira à se mettre à la tête d'un nationalisme pour lequel l'intégrité du territoire prime sur les satisfactions d'ordre juridique. Ses mérites seront largement reconnus lorsqu'il obtiendra, dans de très bonnes conditions, l'indépendance totale de son pays en 1953.

Le deuxième sujet d'étude du jeune roi est la démocratie. Sous la pression des Français il a du, en effet, octroyer une constitution sœur de celle de la IVème République. Le Prince Youtevong crée la Parti démocrate. Il obtint la majorité des suffrages en jouant habilement sur les mots : le roi a octroyé la démocratie, il a donc ordonné d'être démocrate, il faut donc voter pour le Parti démocrate... Sihanouk se rend compte que les paysans bouddhistes qui composent 90% du peuple restent fidèles à l'image qu'ils se font du dieu-roi et n'ont confiance qu'en lui. Il constate d'autre part que la démocratie n'est que le nom d'une



défendre le légendaire national

Le Cambodge, exsangue, colonisé par les Vietnamiens, est peu à peu oublié. Seules les actions diplomatiques de Sihanouk parviennent encore à le ramener sous les feux de l'actualité. D'où l'importance du dernier livre de ce prince exilé.

L'itinéraire d'un roi



bataille acharnée entre les princes. De ce moment date sa méfiance pour les jeux parlementaires.

L'ACTION DE SIHANOUK

A partir de là s'explique toute l'action de Norodom Sihanouk.

L'action internationale est celle d'un nationaliste authentique, d'abord pour obtenir l'indépendance, puis pour promouvoir un système international plus juste. Sihanouk participera à la conférence de Bandung, en 1955, qui devait permettre aux pays du tiers monde d'avoir leur mot à dire. Puis il participera au sommet de Belgrade en 1960, contre tous les impérialismes. En 1966, le général de Gaulle apportera à Phnom Penh, dans un fameux discours, la consécration à la politique internationale menée par Sihanouk.

Pourtant le neutralisme affiché par le Cambodge connaîtra quelques accrocs. L'attitude des Etats-Unis qui se payaient le luxe de

fournir au Cambodge une aide économique (d'ailleurs assortie de conditions vexatoires) tout en entretenant une guerrilla «nationaliste» et républicaine contre Sihanouk et en ne tenant aucun compte des frontières cambodgiennes dans les provinces limitrophes du Sud-Vietnam, ne pouvait que favoriser un basculement de Sihanouk vers la Chine, seule capable de contrer l'influence grandissante des maquis vietminh. Sihanouk qui avait vu disparaître la présence française, ne croyait pas à la permanence de celle des Américains. Il explique dans un chapitre remarquable, qui à lui seul mériterait un article, pourquoi le «monde libre» a fait faillite au Cambodge et au Sud-Vietnam. Sur ses relations avec le Vietnam, Sihanouk est encore plus clair : «Le ciel l'avait fait notre voisin pour l'éternité et il comptait, dans les années 60, au Nord et au Sud, près de 50 millions d'habitants, huit fois plus environ que le Cambodge d'alors. «Rouge» ou «Bleu»

c'était un voisin très dangereux à manier avec prudence (...) J'ai employé la «manière douce» qui a donné, jusqu'à ma chute, les résultats que j'en espérais.»

En ce qui concerne la politique intérieure, nous avons dit la méfiance qu'il nourrissait pour le parlementarisme. A juste titre car les agissements des élus du Parti démocrate confinèrent parfois à la trahison militaire. Finalement Sihanouk voulut imposer les réformes qu'il jugeait nécessaires. Pour cela il abdiqua, en 1955, laissant élire son père par le conseil du trône, et fonda son propre mouvement le *Saigkum Reak Niyum* (Communauté pro-populaire) auquel se rallieront, non sans arrière-pensées, la plupart des «démocrates». Le Saigkum provoque un raz de marée électoral, laissant dépités et décontenancés nationalistes et communistes.

Pendant les quinze années du régime du Saigkum, le meilleur a cotoyé le pire. Il y avait au départ, semble-t-il, une volonté de démocratie directe, «audiences populaires», «congrès national», etc., devaient permettre à Sihanouk, de «rester à l'écoute du peuple». Mais les structures qu'il avait créées furent bientôt noyautées par des élites qui le détestaient pour des raisons diverses. Les aristocrates le jalouaient. Les bourgeois lui reprochaient de les empêcher de s'enrichir avec les Américains. Les jeunes intellectuels occidentalisés méprisaient en lui le simple certifié.

Contre la guerrilla nationaliste et communiste Sihanouk fit pratiquer une répression de plus en plus sévère tout en favorisant les ralliements. Mais plus il ralliait d'ennemis de son régime en leur offrant avantages et responsabilités, plus il se mettait à leur merci. Sihanouk préserva sa popularité parmi les paysans. Mais ce fut au prix d'une certaine démagogie et d'une utilisation éhontée des moyens de communications (surtout la radio). Cette propagande intensive ne pouvait pas le sauver d'une opposition que la C.I.A. sut manœuvrer pour ce qu'elle croyait être les intérêts américains. Sihanouk destitué, une république chauvine provoqua immédiatement l'entrée du Cambodge dans la guerre. «*Le Cambodge de la paix, de la tolérance et de la douceur de vivre reçoit un passeport pour l'enfer.*»

Frédéric AIMARD

Norodom Sihanouk - Souvenirs doux et amers - Hachette/Stock, prix franco F. Ce livre comporte de nombreux aspects non traités dans la note de lecture ci-dessus : de la vie sentimentale de Sihanouk au bilan économique de son règne. Une suite couvrant la période 1970-1979 est annoncée.



modigliani

Jamais auparavant on avait assisté en France à une rétrospective aussi importante consacrée à Modigliani. Cette exposition permet d'apprécier l'évolution que cet artiste si difficilement étiquetable connut, durant ces années (de 1906 à 1920, année de sa mort) qu'il passa à Paris, et où naissent et s'affirment maints projets révolutionnaires, ceci tout particulièrement dans le domaine des arts.

Modigliani en a bien sûr été diversément marqué. Au fil des œuvres on perçoit l'influence du fauvisme, de Toulouse-Lautrec, ou encore de Brancusi... Aucun système, cependant ne retiendra le peintre de Livourne, toujours insatisfait et en quête de sa vie.

Fascination dans les dernières années de sa vie - pour le corps féminin, comme en témoignent les onze nus exposés. Mais les visages furent pour lui une source plus constante d'intérêt. Certains portraits, comme les sculptures auxquelles on a joint très pertinemment les esquisses préparatoires, manifestent l'influence qu'a exercé sur lui l'art baoulé - finesse du trait, étirement notamment du nez...

Il convient aussi de noter l'excellente initiative prise par Daniel Machesseux, le commissaire de l'exposition, illustrant combien précieuses peuvent être, pour la connaissance des arts, les techniques modernes - dans le cas présent la radioscopie et les méthodes développées dans les laboratoires des Musées de France - il nous permet de suivre le passage progressif vers plus de légèreté et de sobriété décelables dans le dessin de Modigliani.

Une rare occasion nous est donnée de juger - et de goûter - cet artiste bien mal connu et trop souvent encore méconnu.

D.S.

Exposition Modigliani - jusqu'au 28 juin - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11 av. du Pt Wilson 75116 Paris.

l'Allemagne vue par le cinéma allemand

En 1980 le film «Von Wegen, Schicksel» de Helga Reidmeister -réalisé en 1979- obtenait le Grand Prix du Festival du Réel, qu'organisait alors le Centre Pompidou. La même année sortaient le dernier film de R.W. Fassbinder, «Lili Marleen» et «Deutschland Bleiche Mutter» de Helma Sanders-Brahms. Les voici enfin qui passent tous les trois sur nos écrans.

Films allemands, films sur l'Allemagne, où, par-delà les inévitables différences de genre et de style, l'on retrouve et c'est là un trait qui caractérise le cinéma moderne d'Outre-Rhin- une fascination intense, une curiosité parfois hautement critique pour l'histoire de ce peuple qui a du réapprendre à vivre après la «catastrophe collective» qu'il a connue.

Au centre de chacune de ces réalisations, une femme : femme-mythe chez Fassbinder, femme-mère et épouse chez Sanders-Brahms et Reidmeister, dont l'histoire tout naturellement a de profondes affinités avec l'Allemagne qu'elles sont amenées à incarner.

Après Hanna Schygulla-Maria Braun, voici Hanna Schygulla-«Lili Marleen», ou plutôt Wilkie. Chanteuse de cabaret qui connaîtra la gloire en interprétant le poème de Hans Leip -composé en 1916 en honneur des deux femmes qu'il avait le plus aimées- mis en musique par Norbert Schultze en 1936. Tout d'abord un four, la rengaine chantée par hale Andersen fut enregistrée sur disque et eut l'immense succès que l'on sait grâce à Radio-Belgrade qui, en 1941, prit l'habitude de la passer tous les soirs à 10 heures moins 3. Chanson honnie par Goebbels, qui la trouvait morbide et proprement subversive en raison de la nostalgie qu'elle ne pouvait manquer de susciter chez les combattants. Après Stalingrad d'ailleurs, Lili Marleen fut interdite d'antenne.

Le film de Fassbinder, attendu par beaucoup avec impatience et lancé à grands frais, est tout simplement décevant. Bénéficiant d'un budget énorme, réunissant une brochette de vedettes internationales de renom -parmi lesquelles on citera Giancarlo Giannini et Mel Ferrer- ce spectacle manque d'inspiration. Il aurait

délibérément parodié ce sentimentalisme qui reste la marque de bon nombre des productions -en Afga-color- de l'UFA. Cela expliquerait-il les invraisemblances dont ce film est émaillé ? Aurait-il aussi tenté d'illustrer comment fonctionnait l'immense machine de propagande nazie en se servant comme exemple des hauts et des bas que connut «Lili Marleen» auprès des autorités du IIIème Reich ? Le résultat est bien piètre d'autant plus qu'il nous est difficile de croire que l'interprétation qu'il en inflige -celle de Hanna Schygulla- ait pu éveiller chez quiconque quelque «Sehnsucht» que ce soit.

Il se confirme de plus en plus nettement et ceci est probant dans ce dernier film- que Fassbinder cherche moins à comprendre et à faire comprendre qu'à exorciser sa peur, peur de tout ce qui lui semble une forme quelconque

d'autoritarisme. Aussi ridicule que soit le «Kolossal» qu'il a voulu reconstituer dans *Lili Marleen*, il convient de déplorer l'inaptitude de Fassbinder à manier l'arme de la dérision. Pour espérer faire pièce à des œuvres comme la *Victoire de la foi*, le *Triomphe de la Volonté* ou encore *Olympia* il faut faire preuve de plus de finesse.

C'est toujours de l'Allemagne des années 30 et 40 qu'il est question dans *Deutschland, Bleiche Mutter* (Allemagne, mère blafarde) réalisé par Helma Sanders-Brahms.

Histoire toute simple que nous raconte sobrement le cinéaste, celle de ses parents. Mariés à la

veille de la guerre ils doivent très tôt faire l'expérience de la séparation. Lui part au front. Pour ceux de l'arrière, pour les civils, la guerre signifie aussi destruction, et qui n'épargne rien, ni les villes, les maisons, les usines ni les liens affectifs. Le destin de la mère d'Helma Sanders-Brahms, est à l'image de l'Allemagne d'alors. Après la ruine matérielle, très vite l'on réussira à reconstruire. L'ordre revient. Mais on ne rebâtit pas aussi facilement, dans le domaine du spirituel, ce que la folie de l'homme a dévasté. L'atteinte d'hémiplégie au visage, dont souffre sa mère, ne servira qu'à accentuer cet écart toujours croissant entre les êtres, entre l'Allemagne «physique» et l'Allemagne morale, bien que le mal dans ce dernier cas soit moins voyant.

Le film-documentaire tourné par Helga Reidmeister met en scène une famille berlinoise, Mme Irène Rakowitz et les siens -trois filles et un fils, et son ex-mari vivant dans le même immeuble qu'elle. Des foules dans des salles immenses, des fastes et des symboles ainsi que nous les montre Fassbinder, en passant par une famille en état de décomposition lente dans un pays ravagé par la guerre, l'on arrive aux années d'opulence -pas pour tous assurément- dans une Allemagne (de l'Ouest) repue mais sans joie de vivre, avec guère d'humour -l'absence de cet âpre humour berlinois est notoire dans le film d'Helga Reidmeister. Il serait pourtant peu juste de généraliser à partir de *Von Wege, Schicksel*, où d'aucuns ne voudront voir qu'un témoignage sur un «cas social», dans le Berlin des années 70.

L'on ne peut contester l'ampleur du redressement économique de l'Allemagne. Le prix payé, cependant, la «banalisation de l'existence», est lourd. A un moment où certains sondages d'opinion révèlent que près d'un Allemand sur cinq en âge de voter a la nostalgie de l'époque national-socialiste, on mesure l'importance que revêtent les œuvres du cinéma allemand contemporain. L'intérêt que leur manifeste le public en France est louable. Voir la paille dans l'œil du voisin... peut-être ?

Daniel SINGLETON

«Lili Marleen», R.W. Fassbinder
«Allemagne, mère blafarde», Helma Sanders-Brahms.
«Si c'est ça le destin», Helga Reidmeister.



ENQUETE

qui êtes-vous ?

Cette page de Royaliste se présente sous la forme inattendue d'un questionnaire. Et c'est bien une enquête que nous voulons faire parmi nos lecteurs.

Pour les rédacteurs de Royaliste, le lecteur est une espèce d'animal mythique sur lequel on ne met pas de visage, dont on espère les lettres mais dont on craint parfois les réactions. Pour sortir de cette ignorance, pour «humaniser» les rapports entre Royaliste et ses lecteurs nous avons pensé que la meilleure solution consistait

à vous demander de répondre à nos questions : qui êtes-vous ? Que pensez-vous ?

Mais attention ! Pour cette enquête soit vraiment représentative il faut que tout le monde réponde, que nous recevions des milliers de réponses. Si vous ne voulez pas découper votre journal, écrivez nous nous vous enverrons par retour du courrier un exemplaire du questionnaire. Encore un point important : ne pas attendre mais répondre tout de suite (Renvoyez à Royaliste, 17, rue des Petits-Champs 75001).

MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis, conférence-débat à 20 h dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs (4ème étage).

Mercredi 20 mai notre invité sera **Claude Bruaire**, professeur à Paris IV, le thème de sa conférence sera «**Morale et politique**».

Mercredi 27 mai. Conférence-débat sur un sujet d'actualité.

Mercredi 3 juin. Notre invité sera **Olivier Germain-Thomas** qui viendra nous présenter son dernier livre «**La tentation des Indes**».

Après la réunion, un repas froid est servi pour ceux qui le désirent (participation aux frais du buffet : 10 F)

I - QUI ETES-VOUS ?

Nom (facultatif) :

Prénom :

Adresse (facultatif) :

Année de naissance : Sexe :

Situation de famille : célibataire-marié-veuf

Nombre d'enfants :

Profession exercée :

- étudiants ou lycéens,

Etudes poursuivies :

Dans quel établissement

Combien de livres lisez-vous par mois ?

Quel genre de livres lisez-vous ? Politique - Histoire - Economie - Littérature - Philosophie - autre -

Quels journaux lisez-vous régulièrement :

Etes-vous syndiqué ? Quel syndicat ?

Etes-vous engagé dans un autre mouvement politique que la N.A.R. ? Lequel ?

Avez-vous des fonctions municipales ?

lesquelles ?

Exercez-vous d'autres responsabilités extra-professionnelles ? Lesquelles ?

II - «ROYALISTE» ET VOUS

Etes-vous abonné à **Royaliste** ?

Recevez-vous un service gratuit ?

Achetez-vous **Royaliste** au numéro ?

rarement - souvent - tous les numéros ?

Gardez-vous la collection de **Royaliste** ?

Votre numéro de **Royaliste** est-il lu habituellement par plusieurs personnes ? Combien ?

Avec les analyses et les prises de position de **Royaliste** êtes-vous : généralement d'accord - souvent d'accord - parfois d'accord - rarement d'accord.

Avez-vous lu «La révolution tranquille» de B. Renouvin ?

III - VOS OPINIONS PERSONNELLES ?

Indiquez votre opinion sur les problèmes suivants :

- Rétablissement de la monarchie : pour

- contre

- L'énergie nucléaire : plutôt pour

- plutôt contre

- La sécurité des Français doit primer sur leur libertés : oui - non

- Des deux candidats aux présidentielles lequel auriez-vous préféré voir élu :

Giscard - Mitterrand

- Les Etats-Unis vous semblent-ils un danger pour notre indépendance : oui - non

- Développement de notre force de dissuasion : pour - contre

- Une politique étrangère française indépendante des blocs est-elle possible : oui - non

- L'instauration de la monarchie dans les quinze ans vous semble quelque chose de : possible - très difficile - invraisemblable

- Comment vous définissez-vous par rapport à la Nouvelle Action Royaliste : propagandiste ou militant - sympathisant - curieux - hostile

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

EDITORIAL

Avant le commentaire tranquille de l'événement, il faut d'abord dire ce qui fut saisissant en cette nuit du 10 mai : la joie dans les rues redevenues vivantes. Une joie qui n'était pas mêlée de haine ou de ressentiment, mais celle, franche et simple, qui accueille une délivrance. Oui, ce soir-là nous nous sommes sentis libérés de l'imposture, délivrés du régime des scandales et de la dictature de l'argent. D'où cette joie, bien peu idéologique, de tous ceux qui se sentaient exclus et méprisés par une caste autocratique, de tous ceux qui étaient écrasés par l'impitoyable logique du «libéralisme avancé». Les électeurs qui avaient fait un autre choix peuvent-ils s'inquiéter de ce réveil d'un peuple longtemps anesthésié, de cet espoir qui renaît ? Là est la véritable victoire de François Mitterrand : par-delà le compte des suffrages, par-delà le triomphe de son parti, avoir démontré qu'il existait encore un peuple -ce dont nous commençons sérieusement à douter.

Il lui faut faire plus encore, dans un ordre qui n'est pas celui de la gestion économique et de la stratégie politique : détruire enfin, dans notre communauté nationale, ce mythe funeste d'une gauche ennemie de la France et donc étrangère à elle. La classe dirigeante, qui confond le patriotisme et la défense de ses intérêts, a survécu jusqu'à présent grâce à ce mauvais procès, qu'elle continuera dans les prochaines semaines. Aussi le nouveau Président doit-il montrer que cette haine est sans objet, que la peur est inutile, que le débat entre les familles politiques ne doit pas être obscurci par des passions artificiellement entretenues.

ETAT DE GRACE

La première déclaration de François Mitterrand répond à ce vœu : après avoir évoqué le «simple amour de la patrie» et la «volonté de servir» qu'il a reçu en héritage, puis le «poids de l'histoire», de sa «grandeur» et de sa «rigueur», il a affirmé que «seule la communauté nationale tout entière doit répondre aux exigences de notre temps» et que le moment des «réconciliations nécessaires» était venu. Le contraste est net entre le nouveau Président et l'ancien qui, lui, niait l'histoire et se contentait d'observer la France de l'extérieur... avant de rallumer les feux de la guerre civile. Dans son long face à face avec le général de Gaulle, François Mitterrand a-t-il recueilli ce qu'il y avait de plus profond dans la pensée et dans le projet de l'adversaire si longtemps combattu ? C'est là son secret, que l'avenir révélera. Et puis, dans ces paroles simples, si différentes de la bour-



par
bertrand
renouvin

que peut mitterrand ?

soufflure de son prédécesseur, peut-être faut-il voir la manifestation de cet «état de grâce» que François Mitterrand évoquait au début de la campagne. Hier chef de parti, le voici occupant une charge qui devrait l'obliger à être le serviteur de tous.

Le pourra-t-il ? Le saura-t-il ? la logique partisane se moque des états de grâce et risque même de les détruire. François Mitterrand peut s'y laisser enfermer, et redevenir le partisan qu'il était. Nous ne le souhaitons pas. Mais le système politique lui rend la tâche difficile. Car si la défaite de Giscard d'Estaing est claire, il n'est pas encore possible de parler de la victoire de son concurrent : le nouveau Président doit sa victoire à des voix qui ne viennent pas toutes des familles de la gauche, et le gouvernement qu'il choisira n'aura pas avant deux mois les moyens de sa politique. Et même, un gouvernement de gauche en disposera-t-il jamais ?

LE «CHOIX DANS LA NUIT»

Pour François Mitterrand, les élections législatives anticipées sont un pari nécessaire, mais évidemment risqué. Il n'est pas exclu que les candidats socialistes et communistes parviennent à obtenir, sans doute de justesse, la majorité absolue à l'Assemblée nationale : ils assureraient ainsi la stabilité des institutions de la Ve République et la mise en œuvre du programme pour lequel François Mitterrand a été élu. Mais le succès du 10 mai ne doit pas faire oublier qu'au premier tour

les candidats de gauche n'ont réuni que 46,79% des suffrages, alors que les candidats de droite en obtenaient 49,28%. Jacques Chirac est donc en bonne position pour récupérer les voix de ceux qui se sont abstenus ou qui ont voté à gauche par anti-giscardisme, en apparaissant comme l'artisan d'un «rééquilibrage» politique.

Le retour du balancier électoral est sans doute une image apaisante pour l'esprit. Mais ce phénomène compromettrait l'équilibre institutionnel puisque le Président de la République serait contraint de nommer un Premier ministre conforme aux vœux d'une majorité parlementaire de droite. Le rôle du Président s'en trouverait diminué, face à un gouvernement qui conduirait une politique contraire à celle du chef de l'Etat. Cette situation ferait naître des conflits qui ne pourraient être résolus que par une nouvelle dissolution; à moins qu'un marchandage entre le Parti socialiste et le R.P.R. n'aboutisse à une coalition qui réserverait on ne sait trop quel sort au programme présidentiel.

Ainsi rien n'est joué. Ni pour le Parti socialiste, ni pour le R.P.R. qui doit tenir compte de l'hostilité déclarée des giscardiens et qui, pour s'affirmer, va devoir prendre le risque d'une instabilité institutionnelle majeure.

Nous dirons dans notre prochain numéro quelle peut être notre attitude face à cette situation nouvelle et à l'égard de deux familles politiques -la chiraquienne et la socialiste- pour lesquelles nous n'éprouvons aucune hostilité de principe. Mais, par-delà ces choix contingents, notre rôle est tout tracé : témoigner et agir en faveur de l'indépendance du Pouvoir politique, pour un arbitrage qui est la condition première de la justice. Nous avons voulu, le 10 mai, la défaite de Giscard. Il nous fallait participer à ce combat, dont l'issue lève une hypothèque. Cela sans perdre de vue l'essentiel, que le comte de Paris a très opportunément rappelé, aux Français entre les deux tours. S'élevant au dessus de tous les conflits, comme lui seul peut le faire, le Prince a indiqué qu'il s'agissait d'un «choix dans la nuit» ne permettant pas de poser les conditions d'un réel arbitrage. Il faudrait, pour que celui-ci existe et pour qu'une alternance soit possible, la légitimité donnée par l'histoire et par les services rendus : nul, parmi les responsables politiques, ne la détient aujourd'hui. Telle est la question fondamentale que François Mitterrand devra se poser, comme autrefois le général de Gaulle lorsqu'il revint aux affaires dans une situation plus difficile encore.

Bertrand RENOUVIN